

Unité inter-Départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
19, place de l'Ancien Foirail  
32000 Auch

Auch, le 07/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCA QUALISOL**

Route de Mauvezin  
LIEU DIT AUX MOULINS  
32120 Monfort

Références : 2023-0915-DP  
Code AIOT : 0006807645

### **1 Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2023 dans l'établissement SCA QUALISOL implanté Route de Mauvezin 32120 Monfort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCA QUALISOL
- Route de Mauvezin 32120 Monfort
- Code AIOT : 0006807645
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Coopérative Agricole (S.C.A.) QUALISOL exploite sur la commune de MONFORT un site de stockage, de triage et de conditionnement de céréales et de légumineuse. Conformément à l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2012, le site est soumis pour l'activité de stockage de céréales (rubrique 2160-2) au régime de l'autorisation et à déclaration au titre des rubriques 2171, 2260-1a, 2260-2b et 4718-2b.

L'exploitant envisage une extension de l'unité de triage et de conditionnement de légumineuse qui aura pour conséquence une modification des activités du site au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Cette modification fera passer le site pour la rubrique 2260 « Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels » du régime déclaration au régime enregistrement. Une demande de cas par cas a été sollicitée le 18 octobre

2023 (suite à l'inspection). Une décision de dispense d'étude d'impact a été signée par Monsieur le préfet le 26 octobre 2023. Le porter à connaissance transmis à l'administration en septembre 2022 et complété le 01 août 2023 est en cours d'instruction.

Dans son projet d'extension, Qualisol demande également le bénéfice d'antériorité au titre de la rubrique 1510.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

L'inspection fait suite au porter à connaissance de septembre 2022 dans lequel des dérogations sont demandées vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2260.

Cette visite d'inspection a pour objet de faire le point sur les demandes de dérogation à l'arrêté du 22/10/2018 concernant l'article 12 "la voie engins" et l'article 13 relatif au désenfumage, le SDIS 32 était également présent lors de cette visite d'inspection.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entretien et maintenance des ouvrages hydrauliques	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 4.3.9	/	Lettre de suite	3 mois
3	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.2.6	/	Lettre de suite	3 mois
5	Moyens de protection	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.4.1	/	Lettre de suite	3 mois
6	Procédures d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.4.2	/	Lettre de suite	3 mois
7	Moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Arrêté de prescriptions complémentaires	Au plus tard le 01/03/2024
8	Implantation	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 5	/	Arrêté de prescriptions complémentaires	Dérogation
9	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11	/	Arrêté de prescriptions complémentaires	Dérogation
10	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 12	/	Arrêté de prescriptions complémentaires	Dérogation
11	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	/	Arrêté de prescriptions complémentaires	Au plus tard le 31/08/2025
12	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 13	/	Arrêté de prescriptions complémentaires	Au plus tard le 31/08/2024 pour la partie triage et 31/08/2025 pour le reste du bâtiment
13	Prévention et moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 14	/	Prescriptions complémentaires	Au plus tard le 01/03/2024

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédures administratives	Code de l'environnement du 10/10/2010, article R.181-46	/	Sans objet
4	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.2.71	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a permis de constater un bon entretien des installations : des mises en conformité sont toutefois nécessaires concernant entre autres l'entretien du bassin de rétention, les plans d'intervention et procédures associées ainsi que les exercices d'entraînement aux situations d'urgences.

Concernant le projet d'extension, la visite du site a permis de faire le point sur les demandes de dérogations aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif à la rubrique 2260 en rapport avec l'obligation de dispositif de désenfumage et d'une voie accès engins de secours au droit du bâtiment n°5.

La dérogation aux dispositifs de désenfumage n'est pas accordée et l'exploitant devra se mettre en conformité. Une dérogation sera accordée sur la voie engin de secours. La visite du site a permis également de constater que des mises en conformité sont nécessaires sur ce projet (bassin incendie, bassin de rétention, moyens de défense incendie interne) pour lesquelles un échéancier sera proposé dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Procédures administratives

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/10/2010, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Point dossier porter à connaissance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>« S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article</p>

L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un porter à connaissance concernant l'extension de son activité de triage de légumineuses en septembre 2022 complété le 01 août 2023. Ce dossier comporte des demandes de dérogation aux arrêtés ministériels applicables au projet. Ces dérogations concernant la défense incendie, le SDIS 32 était présent lors de la visite afin de valider les mesures compensatoires proposées par l'exploitant ( voir les points de constats suivants).  L'instruction du dossier est en cours de finalisation : un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé prochainement à monsieur le Préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Entretien et maintenance des ouvrages hydrauliques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et maintenance des ouvrages hydrauliques
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'entretien des ouvrages consistera à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tonte du bassin : Deux fois par an au minimum</li> <li>- Manœuvre et graissage du volant de la vanne murale : Deux fois par an au minimum</li> <li>- Contrôle visuel de l'ouvrage de régulation : 1 fois par mois</li> <li>- Nettoyage de la décantation de l'ouvrage de régulation : Deux fois par an au minimum, et après chaque épisode pluvieux exceptionnel.</li> <li>- Vidange des séparateurs à hydrocarbures : au moins une fois par an.</li> <li>- Curage exceptionnel après une pollution accidentelle.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> La vanne d'isolement au droit du bassin de rétention des eaux d'extinction n'est pas identifiée sur le site. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des vérifications périodiques du bon fonctionnement de cette dernière (pas de traçabilité). L'exploitant a toutefois justifié lors de la visite du bon état de la vanne par action manuelle. Le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie n'est pas entretenu ; il a été constaté lors de la visite la présence de végétation avec dégradation de la membrane d'étanchéité. <b>L'exploitant doit:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- signaler clairement la vanne d'isolement du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie et justifier la présence d'une consigne de manoeuvre de cette dernière dans la procédure incendie</li> <li>- tracer les opérations de maintenance de la vanne d'obturation</li> <li>- remettre en état puis entretenir régulièrement le bassin de rétention</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7 .2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec les installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables

<p>pour le voisinage et l'environnement (phase de démarrage et l'arrêt, fonctionnement normal, entretien..) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <p>Les procédures en cas d'incendie, les procédures d'arrêt d'urgence et mise en sécurité de l'installation</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les procédures en cas d'incendie sont existantes, mais non partagées avec l'ensemble du personnel. Ces dernières sont à compléter sur l'aspect organisation d'évacuation (point de rassemblement, liste des guide-file et serre-file,...)</li> <li>- Les plans d'intervention affichés ne sont pas à jour.</li> <li>- Un registre de formation du personnel est présent et tenu à jour. Il a été constaté lors de la visite les formations aux extincteurs réalisées par la société ECES ( avec un recyclage tous les 5 ans)</li> <li>- Il n'y a pas d'exercice régulier d'évacuation.</li> <li>- Un plan d'intervention est en place pour les intervenants extérieurs, ainsi qu'un registre d'entrée et de sortie. Ce dernier est incomplet, il manque notamment les consignes concernant l'alerte incendie.</li> </ul> <p><b>L'exploitant doit:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à jour les plans d'intervention.</li> <li>- Justifier, le partage des procédures en cas d'incendie avec l'ensemble du personnel.</li> <li>- Justifier de la réalisation périodique d'exercices d'évacuation ainsi que de la sensibilisation du personnel aux procédures en cas d'incendie.</li> <li>- Justifier de la présence des consignes d'alertes dans le plan d'intervention concernant les intervenants extérieurs.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.2.7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis d'intervention ou permis feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis feu » et en respectant une consigne particulière</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien mis en place un permis d'intervention- permis feu comportant les consignes particulières ainsi que les instructions avant la reprise de l'activité</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de protection (extincteurs)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie internes adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans incendie ne sont pas à jour ( notamment sur la localisation des extincteurs)</li> <li>- Il manque un extincteur au droit du coffret électrique dans la partie triage.</li> <li>- Toutes les zones signalant des extincteurs ne sont pas pourvues.</li> </ul> <p><b>L'exploitant doit:</b></p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à jour le plan incendie</li> <li>- Répartir correctement les extincteurs</li> <li>- justifier la mise en place d'extincteur adaptés aux risques à proximité de l'armoire électrique dans la partie triage.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Procédures d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2012, article 7.3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures d'intervention en fonction des dangers et des moyens d'intervention disponibles sur le site sont rédigées et communiquées aux services de secours, Le personnel est entraîné périodiquement. Les procédures d'intervention pour les situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les plans des installations et des zones à risque ne sont pas à jour.</li> <li>- Le personnel n'est pas entraîné périodiquement aux situations d'urgence.</li> <li>- Les procédures d'intervention ne sont pas à jour et ne sont pas communiquées aux services de secours.</li> </ul> L'exploitant doit: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à jour les plans des installations.</li> <li>- Mettre en place un programme et un suivi des entraînements périodiques du personnel.</li> <li>- Mettre à jour les procédures d'intervention et communiquer ces dernières aux services de secours.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie, notamment: de robinets incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents..... ».
<b>Constats :</b> <b>Le site ne dispose pas au niveau de son activité de triage de robinets incendie armés.</b> Le SDIS dans son rapport de visite du 12 septembre 2022 n'émet pas d'objection à la mise en place d'extincteurs de grande capacité sur roues en remplacement aux robinets d'incendie armée.  La demande de dérogation ainsi que les mesures compensatoires évoquées ci-dessus seront actés dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Arrêté de Prescriptions Complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> Au plus tard le 01/03/2024

#### N° 8 : Implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation



<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'établissement. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant demande une dérogation du fait de l'existence du bâtiment depuis 2011 et de l'absence de zones d'effets thermiques irréversibles ou indirects en dehors du site (justifiés par un calcul Flumilog) impactant les tiers. L'exploitant propose comme mesures compensatoires la mise en place d'issues de secours et portails permettant une évacuation rapide ainsi qu'une détection incendie avec report d'alarme.</p> <p>Le SDIS 32 n'a émis aucune objection aux propositions de mesures compensatoires lors de la visite du site (avis SDIS du 13 octobre 2023). L'inspection des installations classées considère également qu'au vu de la configuration des lieux et de l'absence d'enjeux au droit des parcelles limitrophes, les mesures compensatoires sont proportionnées aux enjeux.</p> <p>La demande de dérogation ainsi que les mesures compensatoires évoquées ci-dessus seront actés dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Arrêté de Prescriptions Complémentaires
<b>Proposition :</b> Dérogation

## N° 9 : Comportement au feu des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la structure est de résistance au feu R 30 ;</li> <li>- les murs extérieurs sont de réaction au feu A2s1d0.</li> </ul> <p>II. Le bâtiment abritant l'installation est installé à plus de 20 mètres des locaux occupés ou habités par des tiers. Cette distance minimale pourra ne pas être respectée si le bâtiment présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs et parois séparatifs REI 120 ;</li> <li>- planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;</li> <li>- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.</li> </ul> <p>III. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, classable ou non,</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour les mêmes raisons que le point de constat n°8 (bâtiment existant), l'exploitant demande une dérogation, le bâtiment ne présentant pas les caractéristiques de résistance au feu requis et propose les mêmes mesures compensatoires visant à évacuer au plus vite les salariés.</p> <p>Le SDIS 32 n'a émis aucune objection aux propositions de mesures compensatoires lors de la visite du site (avis SDIS du 13 octobre 2023).</p> <p>L'inspection des installations classées considère également que les mesures compensatoires sont proportionnées aux enjeux.</p> <p>La demande de dérogation ainsi que les mesures compensatoires évoquées ci-dessus seront actés dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire</p> <p>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Arrêté de Prescriptions Complémentaires



**N° 10 : Accessibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, voie "engins"
<b>Prescription contrôlée :</b> Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li><li>- l'accès au bâtiment ;</li><li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;</li><li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li></ul> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li><li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;</li><li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li><li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li><li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.</li></ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Le positionnement de la voie « engins » est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p>
<b>Constats :</b> La voie "engins" du bâtiment n°5 n'est pas sur la périphérie complète du hangar. L'exploitant demande une dérogation et précise que chaque partie du bâtiment est accessible et située au maximum à 21 mètres d'une voie « engins » existante, la voie « engins » n'est pas située en impasse, les zones d'effets thermiques irréversibles ou indirects ne sortent pas du site et le bâtiment est existant depuis 2011. Ces affirmations de l'exploitant ont pu être vérifiées lors de la visite. Le SDIS 32 n'a émis aucune objection et considère qu'un accès sur 2 faces uniquement est suffisant pour pouvoir attaquer un départ de feu (avis SDIS du 13 octobre 2023).  La demande de dérogation ainsi que les mesures compensatoires évoquées ci-dessus seront actés dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Arrêté de Prescriptions Complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> Dérogation

**N° 11 : Eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;</li> <li>- du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>« Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020 ). »</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de rétention actuel est de 440 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les besoins en eau estimés selon la D9A sont évalués à 700 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant doit porter le volume du bassin de rétention à 700 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le délai de mise en conformité sera acté dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Arrêté de Prescriptions Complémentaires</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> Au plus tard le 31/08/2025</p>

## N° 12 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation</p>

<p>naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <p>2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</p> <p>A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment n°5 n'est pas équipé de dispositif de désenfumage.</p> <p>L'exploitant doit installer des dispositifs de désenfumage .</p> <p>Le délai pour équiper le bâtiment de dispositif de désenfumage sera précisé dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé prochainement à monsieur le Préfet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Arrêté de Prescriptions Complémentaires</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> Au plus tard le 31/08/2024 pour la partie triage et le 31/08/2025 pour le reste du bâtiment</p>

#### N° 13 : Prévention et moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</li> </ul> <p>a) Au moins deux prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b) Une ou des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un</li> </ul>

foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure.

L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

L'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 120 m<sup>3</sup> pendant une heure.

## II. Dispositions particulières applicables aux sécheurs :

Le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et des équipements et utilités essentiels dans la conduite des séchoirs est contrôlé périodiquement par l'exploitant conformément à une procédure spécifique, avec enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Tout écart par rapport aux conditions normales de marche des installations doit faire l'objet d'un signalement à l'opérateur, voire d'une mise en sécurité du séchoir par asservissement automatique. Les organes de sécurité associés à ces contrôles sont à sécurité positive : leur mauvais ou non fonctionnement est signalé par une alarme ou empêche le fonctionnement du séchoir.

La mise en sécurité des séchoirs comporte au moins les opérations suivantes : arrêt des brûleurs, des ventilateurs, fermeture des volets d'extraction d'air. Des dispositifs d'obturation peuvent être implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).

### **Constats :**

Le volume de la réserve d'eau incendie du site est de 120 m<sup>3</sup>.

Les besoins supplémentaires en eau estimés selon la D9 sont de 420 m<sup>3</sup>.

L'exploitant doit mettre en place une réserve d'eau supplémentaire de 420 m<sup>3</sup> conforme à l'article 14 de l'arrêté du 22 octobre 2018, l'emplacement et les caractéristiques technique devront être en préalable à l'installation, validés par les services du SDIS et réceptionnés par ce même service.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Arrêté de Prescriptions Complémentaires

**Proposition de délais :** Au plus tard le 01/03/2024